

## Créer une entreprise en Inde

### Incorporation de société en Inde

#### 1. Qu'est-ce qu'une entreprise NIDHI?

Une société NIDHI est notifiée en vertu de l'article 620-A de la loi sur les sociétés et est classée comme «société financière à bénéfice mutuel» par la RBI. Essentiellement, une société Nidhi diffère d'une société d'investissement financier ordinaire ou d'une société financière non bancaire (NBFC), car elle ne traite qu'avec ses actionnaires ou membres, pour le bénéfice mutuel de ses membres. Une société Nidhi n'accepte les dépôts que ses membres et ne leur prête des fonds que sur demande. Une société Nidhi n'est pas autorisée à exercer des activités / activités liées au financement de la location-vente, au crédit-bail, aux chit funds, à l'acquisition de titres émis par une personne morale, etc. ou à émettre des titres de créance (tels que des actions privilégiées, des débentures, etc.) de n'importe quelle forme. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

#### 2. Combien de resoumissions sont autorisées pour les formulaires SPICe?

Deux nouvelles soumissions sont prévues pour les formulaires SPICe. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

#### 3. Est-il obligatoire que le nom de la société soit indicatif de la nature de son activité?

Non, il n'est pas obligatoire que le nom soit indicatif de la nature de son entreprise.

#### 4. Est-il permis d'utiliser les mots «Inde» «Global» «International» au nom d'une entité indienne?

«Inde» peut être utilisé par une société étrangère qui incorpore sa filiale en Inde. Le nom d'origine de la société de portefeuille tel qu'il est peut être autorisé avec l'ajout du mot «Inde» ou le nom de tout État ou ville indien, s'il en est autrement. Les mots «Global» «International» peuvent être utilisés dans le nom d'une société indienne.

## 5. Dans le cas d'un souscripteur et administrateur à l'étranger, les documents doivent-ils être notariés et autorisés pour la constitution d'une société?

Conformément à la Règle, 13 des Règles des Sociétés (Incorporation), 2014, où le souscripteur du Mémoire d'Association («MOA») ou un Administrateur à nommer est un ressortissant étranger résidant en dehors de l'Inde, le MOA, Statuts AOA », la preuve d'identité ainsi que la preuve d'adresse doivent être attestées de la manière suivante qui est basée sur le pays de résidence de l'Abonné / Directeur ou du siège social dans le cas où une personne morale est l'abonné: Résider dans un pays qui fait partie du Commonwealth - par un notaire (public) dans cette partie du Commonwealth; Résider dans un pays qui est partie à la Convention Apostille de La Haye, 1961 - par un notaire (public) et dûment apostillé conformément à ladite Convention de La Haye; et Résider dans un pays qui n'est pas partie à la Convention Apostille de La Haye, 1961 - les documents doivent être notariés devant le notaire (public) de ce pays et le certificat du notaire (public) doit être authentifié par un agent diplomatique ou consulaire habilité en ce nom en vertu de l'article 3 de la loi de 1948 sur les fonctionnaires diplomatiques et consulaires (serments et honoraires) (40 de 1948) e. attesté par le notaire public et authentifié par l'ambassade de l'Inde dans le pays de résidence. Certains des comtés qui entrent dans la liste de la Convention de La Haye sont: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord États-Unis d'Amérique, Singapour, Suisse, Malaisie, Australie, Chine, République populaire de, Japon, Allemagne.

## 6. Est-il obligatoire de nommer un administrateur résident dans une entreprise?

Oui, il est obligatoire de nommer au moins un (01) directeur résident dans une entreprise. Article 149 (3) de la loi sur les sociétés. 2013 («La Loi») stipule que chaque société doit avoir au moins un administrateur qui a séjourné en Inde pendant une période totale d'au moins 182 jours au cours de l'exercice.

## 7. Est-il obligatoire de nommer un associé désigné résident dans un REEP?

Oui, conformément aux dispositions de la Loi de 2008 sur les sociétés à responsabilité limitée, il est nécessaire d'avoir un associé désigné résident dans une société à responsabilité limitée.

## 8. Quelles sont les structures les plus couramment utilisées pour constituer une coentreprise (JV)?

Les structures les plus couramment utilisées pour constituer une coentreprise (JV) sont: a) Joint Venture non constituée en société (UIJV) qui comprend un accord de coopération / des alliances stratégiques / un consortium. UIJV est préférable car aucune entité distincte ne doit être formée en cas d'UIJV. Simplement, un accord de coentreprise non constituée en société doit être conclu entre les parties. b) Coentreprise incorporée qui comprend soit la société, soit la société à responsabilité limitée (LLP)

### 9. Quelles sont les clauses importantes incluses dans un accord de coentreprise?

Certaines des clauses importantes d'un accord de coentreprise sont les suivantes: a) Objet et portée; b) Participation au capital d'investisseurs locaux et étrangers; c) Clause de verrouillage; d) Arrangements financiers; e) la composition du conseil et les modalités de gestion; f) Remédier à une impasse; g) Rôles et responsabilités des parties; h) Clause de sortie; i) Déclarations, garanties et engagements des parties; j) Confidentialité; k) Règlement des différends;

### 10. Quels sont les documents impliqués dans la formation d'une filiale en propriété exclusive en Inde?

a) une preuve d'adresse du siège social; b) Copie des factures de services publics datant de moins de 2 mois; c) NOC du propriétaire des locaux; d) Engagement du PAN par les administrateurs proposés; e) Intérêt du (des) premier (s) directeur (s) dans d'autres entités; f) Lettre de consentement des administrateurs sur le formulaire DIR-2; g) Déclaration des premiers administrateurs et souscripteurs sur le formulaire INC-9; h) résolution du conseil et certificat de constitution de la société étrangère; Si le nom de la société est appliqué avec la demande de constitution: a) Une copie de l'approbation, au cas où le nom proposé contient un ou plusieurs mots ou expressions nécessitant l'approbation du gouvernement central; b) L'approbation du propriétaire de la marque ou du déposant de cette marque pour l'enregistrement de la marque, si le nom proposé est basé sur une marque déposée, ou fait l'objet d'une demande d'enregistrement en cours en vertu de la loi sur les marques; Remarque : Tous les documents à signer par les directeurs étrangers et les abonnés étrangers nécessitent une notariation et une apostillation du pays étranger.

### 11. Quels sont les documents impliqués dans la formation d'un partenariat à responsabilité limitée en Inde?

a) une preuve d'identité et d'adresse résidentielle des partenaires désignés; b) Preuve de l'adresse du siège social et copie des factures de services publics datant de moins de 2 mois; c) NOC du

propriétaire des locaux; d) les coordonnées des partenaires et des partenaires désignés; e) Détails LLP (s) et société (s) dans lesquels les partenaires sont intéressés; f) Fiche des abonnés, y compris le consentement des partenaires; g) Copie du certificat de constitution du LLP étranger; h) Copie de l'autorisation en vertu de laquelle la société étrangère à responsabilité limitée établit son établissement en Inde; i) Procuration en faveur du représentant autorisé; Si le nom de LLP est appliqué avec la demande d'incorporation: a) L'approbation du propriétaire de la marque ou du déposant de cette marque pour l'enregistrement de la marque si le nom proposé est basé sur une marque déposée ou fait l'objet d'une demande d'enregistrement en cours en vertu de la loi sur les marques. b) Une copie de l'approbation au cas où le nom proposé contient un ou plusieurs mots ou expressions qui nécessitent l'approbation du gouvernement central; Remarque : Tous les documents à signer par les directeurs étrangers et les abonnés étrangers nécessitent une notariation et une apostillation du pays étranger.

## **12. Quelle est la période d'existence valable d'un bureau de liaison? La période d'existence d'un bureau de liaison peut-elle être prolongée?**

L'autorisation de créer un bureau de liaison est initialement accordée pour une période de 3 ans et peut être prolongée de temps à autre par la banque de la catégorie des courtiers agréés dans la juridiction de laquelle le bureau de liaison est établi.

## **13. Peut-on créer plus d'un bureau de liaison?**

Oui. Les demandes de création de bureaux de liaison supplémentaires peuvent être soumises par le biais d'un nouveau formulaire FNC dûment signé par le signataire autorisé de l'entité étrangère dans le pays d'origine à la Reserve Bank of India.

## **14. Le numéro d'identification unique (UIN) est-il obtenu par le bureau de projet (PO)?**

Non, la banque de courtage autorisée (AD Bank) n'a pas besoin d'obtenir un UIN de la Reserve Bank of India (RBI) pour PO.

## **15. Comment puis-je demander un nom d'entreprise?**

Un nom proposé peut être réservé aux fins de l'incorporation d'une société ou du changement de nom d'une société existante via le service RUN en se connectant au portail MCA avec des frais de Rs.

1000 / -. De plus, vous pouvez utiliser le formulaire SPICe pour le processus intégré de réservation de nom et d'incorporation d'une société.

#### 16. Puis-je demander un nom d'entreprise en ligne?

Oui, vous pouvez bénéficier du service RUN sur le portail MCA pour réserver un nom en ligne.

#### 17. Quelle loi régit la création et les opérations de la société?

Le ministère des Affaires commerciales via la loi de 2013 sur les sociétés régleme la constitution de la société, les responsabilités d'une société, les administrateurs, la dissolution d'une société. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#) .